

PRESIDENTELLE 2007 : WADE, LE PEUPLE ET LES AUTRES.

1- Retour sur le soutien de la gauche à WADE en 2000 :

L'erreur de la gauche n'a pas été d'avoir contribué à porter WADE au pouvoir en 2000, car telle était la voie du changement démocratique et du déverrouillage du système PS. L'erreur a été plutôt de s'être laissée diviser dès le lendemain du 19 mars, laissant WADE gouverner suivant sa seule inspiration, contrairement aux engagements souscrits en commun. Un positionnement concerté de rupture sur cette base là aurait été une grande leçon de choses politique, un puissant facteur d'éducation des masses et un tremplin pour la gauche en vue de la poursuite de la dynamique de révolution républicaine dans des conditions plus favorables. Tel ne fut pas le cas.

2. Les ressorts de la large victoire de WADE le 25 février 2007 :

Point de doute, WADE s'est mieux préparé que tous ses adversaires réunis, pour se faire réélire dès le premier tour, convaincu qu'on n'organise pas des élections pour les perdre ! Il faut le lui reconnaître : il est parvenu à ses fins, fût-ce au prix d'une victoire à la Pyrrhus. Dès sa prise de fonction en Avril 2000, WADE s'est employé méthodiquement, systématiquement, à créer les conditions de sa réélection à la tête du pays, alors que ses principaux alliés (AFP, AJ, CDP, LD, PIT, PRC, RND, UDF, URD/FAL) se dispersaient dans des stratégies et positionnements individuels, étroits et de courte vue. Pendant ce temps, le PS vaincu était plus préoccupé à resserrer les rangs pour éviter de sombrer. Résultat des courses : même s'il a pu se relever relativement de sa défaite de 2000, le PS n'a pas pu refaire son unité (scission de Mbaye Jacques DIOP puis de Robert SAGNA) ; quant aux alliés, soit ils ont été absorbés peu ou prou par WADE et le PDS (CDP, PRC, URD/FAL), soit ils ont été défenestrés sans frais l'un après l'autre (PIT, AFP, RND, LD). Le cas particulier de AJ, allié à l'UDF lors de la présidentielle, a constitué jusqu'au bout un casse tête pour WADE, qui s'en est finalement bien sorti du fait essentiellement des erreurs de pilotage de la part de la direction de AJ évoquées plus bas, auxquelles il convient d'ajouter une bonne dose à la fois de loyauté et d'honnêteté mais aussi de pilotage à vue, de carence et de naïveté.

Apparemment, seul Idrissa SECK, nourri à l'école du maître, semblait avoir pris très tôt l'exacte mesure des enjeux et s'était mis à tisser sa propre toile dans l'appareil d'Etat, dans le parti, à l'étranger, dans les milieux diplomatiques et financiers. Mais trop pressé et trop avide de milliards, il a réussi, à son tour, à braquer WADE contre lui et depuis lors, le père spirituel a entrepris de neutraliser ou d'éliminer politiquement le fils adoptif devenu gênant.

WADE disposait d'atouts incontestables mais qui n'auraient pas suffi à lui assurer une victoire dès le premier tour : les moyens et réseaux d'influence de l'Etat, la maîtrise du fichier électoral, voire la main mise sur cet instrument stratégique dans une situation de refonte totale, des réalisations, limitées certes mais palpables, dans plusieurs secteurs (routes, éducation, santé, femmes, petite enfance, 3^{ème} âge, recrutements, salaires...), un charisme personnel et un coefficient d'affectivité encore réels auprès des populations malgré une baisse tendancielle, le soutien des dignitaires religieux, sans oublier le rapport des Sénégalais au chef et au pouvoir en place. Il ne faudrait pas non plus sous estimer la médiatisation du couple GORGUI / NGORSI dont la mise en vedette pendant presque deux ans n'a pas manqué de peser sur les consciences et l'imaginaire collectif du peuple, en les positionnant comme les deux principaux protagonistes dans l'arène politique et électorale.

Pour être sûr de la victoire, il fallait donc ne négliger aucun détail et actionner tous les autres leviers possibles : l'instrumentalisation tous azimuts des médias du service public comme outils de propagande, le « couplé – décalé » et la diversion sur le report de l'élection, la suppression du quart bloquant, le vote des militaires, le coup de la fausse réconciliation avec Idrissa SECK, véritable opération de neutralisation – discrédit, l'utilisation massive de l'argent pour recruter ou débaucher des

porteurs de voix, le don de moulins aux femmes et de motocyclettes aux jeunes, la pratique à large échelle de l'achat des votes dans le contexte d'un pays marqué par la pauvreté et l'analphabétisme, le transfert ou la création de bureaux de vote selon la proximité de l'électorat supposé acquis au pouvoir, la distribution ou la rétention sélectives des cartes d'électeurs dans les derniers jours précédant le scrutin, etc.

Bref, une alchimie si méthodiquement concoctée qu'elle a littéralement polarisé le corps électoral autour du Président sortant, rendant groggy l'ensemble des acteurs de la compétition, vaincus comme vainqueurs. Tous ces moyens utilisés et combinés ont eu pour effet, en l'absence d'une alternative ou d'un alter ego crédible face à WADE, **un vote populaire massif en faveur du candidat de la Coalition Soppi 2007**. Ce, il faut le souligner, malgré les scandales politico-financiers, la corruption ambiante, l'accroissement flagrant des inégalités sociales, les pénuries récurrentes, les inondations, les bons impayés, la vie chère et le chômage. La grande différence entre 2000 et 2007 réside dans le fait que, subjectivement, la majorité du peuple ne voulait plus du tout en 2000 du régime PS quadragénaire alors qu'elle était tentée, en 2007, de donner une seconde chance à WADE. C'est cela la réalité sortie des urnes et non du chapeau d'un prestidigitateur ; l'esquiver ou vouloir la mettre au seul compte des fraudes reviendrait à faire l'autruche en se voilant la face. Un diagnostic approfondi et une analyse lucide s'avèrent nécessaires pour tirer tous les enseignements utiles de cette élection en vue des correctifs nécessaires.

Il conviendra probablement dans ce sens d'introduire des réformes dans le processus électoral : financement public des partis politiques, plafonnement des dépenses de campagne électorale, compétences de la CENA, mode de scrutin, cautionnement et signatures, représentation dans les bureaux de vote, etc. Un autre sujet de réflexion mérite aussi d'être sérieusement abordé : la marchandisation du bulletin de vote. S'agit-il d'une grave perversion des consciences citoyennes dans le contexte du libéralisme et du tout-marché triomphants ? Ne s'agirait-il pas plutôt d'un pied de nez d'une jeunesse désabusée par le **jeu** politique et décidée à profiter à son tour, si peut soit-il, de ce **lambu golo** (jeu de dupes) sans intérêt pour le pays, convaincue qu'elle est, probablement à tort, que « tous les politiciens sont pareils », tel que l'accréditent les pratiques dominantes, le matraquage des médias et le discours de certains secteurs de la « société civile » ?

3. La candidature de Landing en 2007 et l'appréciation de ses résultats :

La candidature de Landing en 2007 était stratégiquement juste et justifiée. On peut d'ailleurs se demander quelles seraient aujourd'hui les opportunités de massification et de développement de AND-JËF sans cette candidature ? La base du parti, il est clair, se serait démarquée de la direction et ne se serait pas mobilisée pour soutenir WADE et faire campagne. Je crois qu'au delà des foural naturels de mise en confiance liés à une campagne électorale, aucun responsable averti de AJ, conscient de la réalité du parti et du rapport des forces, y compris Landing lui-même, ne comptait sérieusement l'emporter sur WADE en 2007. L'objectif était plutôt de placer notre candidat en pôle position dans la course à la succession de WADE. A moins d'accepter de se fondre dans le PDS, je ne vois pas d'autre alternative que celle d'avoir présenté Landing en 2007 pour se différencier et réaffirmer son ambition présidentielle, c'est à dire l'ambition légitime de AJ de diriger le pays pour mettre en oeuvre sa vision, son projet de société et son programme. Il est donc absurde de vouloir catégoriser les militants entre ceux qui veulent faire de Landing simplement un candidat et d'autres qui viseraient à en faire réellement un Président. Si Landing s'était classé 4^{ème}, même loin après les trois premiers, améliorant du coup son pourcentage et le nombre de ses voix par rapport au score du parti aux législatives de 2001, qui pourrait raisonnablement crier à l'échec ?

Nous n'avons pas réussi à atteindre un tel résultat, parce que précisément la juste décision stratégique de présenter notre candidat en 2007 a souffert de graves erreurs ou négligences dans sa conduite tactique :

- l'incapacité de mobiliser le minimum de moyens nécessaires à la pré-campagne et à la campagne, non pour corrompre les électeurs ou acheter leurs voix, mais pour assurer les moyens de l'activité, de la proximité avec les masses, de la mobilisation et de l'encadrement organisé des électeurs. Le constat est là : après le passage de la caravane du candidat, c'était pratiquement le vide dans la plupart des localités, jusqu'au dénuement criard le jour du scrutin. Les moyens ne sont pas le tout, mais **la vérité sans la force prendra toujours du temps avant de triompher.**
- la non sortie du gouvernement, alors qu'elle s'imposait, symboliquement au moins, dès la confirmation de la candidature par le Conseil National de Novembre 2006 ou, à la limite, à l'occasion du dépôt officiel de la candidature : les hésitations et tergiversations n'ont pas manqué de jeter le doute sur la crédibilité et la lisibilité de la candidature de Landing. Il est clair que la sortie du gouvernement, l'exemple de NDIASS et de BATHILY le prouve suffisamment, n'aurait certainement pas suffi à constituer un atout de taille en termes de performance électorale pour notre candidat, mais elle l'aurait davantage mis à l'aise sous le rapport de son positionnement politique et de son discours, et lui aurait certainement évité des pertes de voix non négligeables du côté de l'électorat intellectuel et urbain du parti, tel que noté à travers les résultats à Dakar, en France, au Canada ou en Amérique. Du fait de notre présence prolongée dans le gouvernement, les électeurs ne se sont pas compliqués la tâche : ceux qui étaient favorables au pouvoir ont voté tout naturellement WADE, ceux qui lui étaient hostiles ont voté contre WADE mais aussi contre SAVANE.
- les faiblesses du discours du candidat de AND DEFAR SENEGAL, lesquelles résident non dans le choix du thème de l'éthique et des valeurs, du **thème des mains propres, fondamentalement juste et justifié** en tant qu'exigence de rupture et avantage comparatif en faveur de notre candidat, mais plutôt dans **le comment faire promouvoir** les mains propres dans la société sénégalaise, et **comment montrer l'intérêt pratique de cette exigence** aux électeurs en termes d'opportunités de développement, de justice sociale, de partage équitable des richesses nationales. Ces faiblesses du discours ne sont pas imputables au seul candidat, mais aussi aux responsables, aux cadres du parti et autres mouvements internes qui, malgré des efforts divers, n'ont pas su trouver les formes adéquates pour relayer, prolonger et crédibiliser ce discours. De fait, les propositions de programme du candidat n'ont pratiquement jamais pu être délivrées de façon claire, argumentée et systématique. Il s'y ajoute que la montée soudaine et improvisée de la tonalité, de la part du candidat durant la dernière semaine de campagne, en contradiction avec le profil naturel qu'il dégage, a plus dérouté les électeurs qu'apporté des voix.
- la prise en charge tardive et insuffisante des exigences de renforcement des capacités des fédérations, structures et mouvements internes du parti, ce au profit des réseaux civils et des lobbies religieux, dont l'apport en termes de voix a été, pour différentes raisons, peu significatif, au vu de l'expérience sur le terrain. Nous n'avons donc pas pu, tout en cherchant à bien négocier les mutations liées à la massification, gérer correctement nos acquis antérieurs.
- s'y greffent des problèmes de fond tels que l'abandon progressif des tâches de formation des militants et cadres, l'absence de politique d'alliance, de diplomatie unitaire offensive, conduite avec esprit de suite, le manque de présence organisée sur le champ du mouvement social et populaire revendicatif.

Evidemment, à côté de ces causes internes, des facteurs externes ne dépendant pas de nous ont aussi joué en défaveur de notre candidat : manipulations techniques et administratives, utilisation des moyens de l'Etat, y compris les ressources informatiques et les moyens de police, l'achat des votes, la candidature de Robert SAGNA, qui a incontestablement joué en défaveur de Landing auprès des électeurs de la région naturelle de Casamance.

4. Quels enseignements pour quelles perspectives ?

Au vu de tous ces facteurs, il convient de féliciter le candidat, les militants et électeurs pour leur courage politique, leur refus de la corruption, la bataille électorale qu'ils ont menée pratiquement les mains nues et dans des conditions plus qu'inégales et défavorables. Ce qui est juste n'est pas nécessairement ce qui triomphe, surtout dans le domaine de la lutte politique où le facteur subjectif constitue un paramètre de première importance. C'est pourquoi, il ne s'agit certainement pas de se contenter du faible score obtenu mais il est tout aussi important d'en avoir une juste lecture pour en faire, non un motif d'aplatissement, mais un tremplin pour de nouveaux combats et de nouveaux défis dans la longue marche en avant de AND-JËF, en tirant sans complaisance les bonnes leçons de nos expériences, de nos succès comme de nos revers. N'avons-nous pas l'habitude de dire : **nous venons de loin et nous allons très loin ?** Après le revers électoral, il faudra surtout éviter **le piège d'une défaite politique**, qui découlerait d'une lecture biaisée des leçons de la présidentielle et des perspectives à court ou moyen terme.

Sur le chemin du combat que nous avons choisi, les sacrifices consentis des décennies durant par les hommes et les femmes de gauche au service du peuple sénégalais ne suffiront jamais, l'expérience l'a montré, pour se faire délivrer par les masses le brevet du meilleur candidat, tout comme les turpitudes avérées et autres anti-valeurs n'ont jamais jusqu'ici conduit des acteurs politiques à être relégués dans les bas fonds de l'histoire ou aux derniers rangs de la compétition électorale. Un tel état de fait ne saurait, à mon avis, constituer une raison pour injurier le peuple ou désespérer de lui ; il doit plutôt nous pousser d'abord à nous remettre nous mêmes en cause, à nous demander si nous, qui prétendons parler et agir au nom de ce peuple, nous nous sommes acquittés réellement de nos tâches vis-à-vis de lui. La recherche sérieuse des moyens matériels et financiers de nos politiques et ambitions, la liaison constante avec les masses, la capacité d'articuler correctement la prise en charge de leurs besoins immédiats et de leurs intérêts futurs, la non réduction de la politique à la seule compétition électorale érigeant l'électorat comme seul critère de mesure de la pertinence de l'action politique, le non confinement de l'existence du parti dans le seul espace étatique, le souci de tirer les bonnes leçons de nos succès comme de nos défaites pour notre propre éducation et celle des masses, le refus de la soumission aux logiques des anti-valeurs dominantes, la volonté patiente et pédagogique de transformation positive de l'ordre établi, sont autant de viatiques indispensables sur le chemin de notre longue marche en avant. Sans jeter à priori la pierre à personne, assumons avec humilité et courage, sans complaisance ni mesquinerie, notre **autocritique, à la fois individuelle et collective. Ku wàcc sa and, and boo dem fekk fa boroom mu toog.** Faire autrement la politique, oui, mais comment et pour quoi, that is the question. Le débat continue...

Madièye MBODJ, militant AND-JËF/PADS

DAKAR

E -mail : mmbooj@yahoo.fr